ELLES MONTRENT UN MANIFESTANT TABASSÉ À TIZI-OUZOU

La vidéo choc contraint la police à réagir

Une vidéo montrant des policiers s'acharner sur un manifestant à Tizi Ouzou, pourtant évanoui et laissé presque pour mort sur la voie publique avant de le traîner des dizaines de mètres plus loin, sa nuque percutant la chaussée, fait le buzz sur les réseaux sociaux et scandalise les internautes depuis dimanche soir.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le Printemps berbère aura encore une fois tristement marqué les esprits pour son 34e anniversaire que la population de Tizi Ouzou a voulu célébrer ce dimanche 20 avril.

Les policiers présents en grand nombre sur les lieux ont violemment réprimé une manifestation liée pourtant à des revendications culturelles, historiques et identitaires.

Des images choquantes qui circulent sur le Net montrent, en effet, un policier en uniforme s'acharner sur un jeune citoyen pourtant évanoui et laissé presque pour mort sur la voie publique, en lui donnant des coups de godasse sur les jambes et les côtes.

Ces images terrifiantes montrent aussi deux policiers en civil qui arrivent un instant après pour traîner le corps inanimé des dizaines de mètres plus loin, la nuque de la victime percutant le sol sous l'indifférence totale des éléments de sécurité.

La gravité de l'incident est telle que la Direction générale de la Sûreté nationale a dû réagir en rendant hier dans l'après-midi un communiqué public dans lequel il est mentionné que le directeur général de la police, le général-major Abdelghani Hamel, a demandé à ses services compétents de diligenter une enquête. Le communiqué en question fait aussi état des instructions du DGSN qui, peut-on encore lire, «a instruit de la nécessité de prendre toutes les mesures disciplinaires et réglementaires contre toute personne ayant touché à la dignité du citoyen ou en infraction par rapport à l'éthique de la profession ».

M. M.

Photo : DR

Une scène de répression féroce.

CÉLÉBRATION DU PRINTEMPS AMAZIGH

Ali Benflis dénonce la répression

Dans un communiqué de presse rendu public hier, Ali Benflis a dénoncé les actes de «répression lors de la célébration du Printemps amazigh». «La célébration du Printemps amazigh a fait l'objet, notamment à Tizi Ouzou, d'une opération de répression que je déplore. En effet, cette célébration qui se voulait pacifique et seulement commémorative a été réprimée avec une violence qui ne se justifiait pas. Son bilan humain est à mettre sur le compte de ceux qui refusent de se mettre à l'écoute de leur peuple et de répondre à ses aspirations les plus légitimes», note Ali Benflis. «Mes pensées vont aux blessés parmi les citoyens qui ont exercé un droit légitime de manifester pacifiquement», souligne l'ex-candidat à la présidentielle. Benflis déclare également avoir «une pensée compatissante pour les forces de l'ordre que le pouvoir en place instrumentalise à ses propres fins et contre ses concitoyens à chaque fois qu'il fait de mauvais choix politiques ou cherche à masquer sa gestion défaillante des affaires publiques».

T. H.

24 HEURES APRÈS LES AFFRONTEMENTS DE TIZI-OUZOU

La wilaya dément avoir interdit la marche

La violence répressive dont ont fait preuve avant-hier les services de sécurité et ordonnée par les autorités civiles, n'a pas laissé indifférents les citoyens de Kabylie qui ont été unanimes pour dénoncer le recours à l'usage disproportionné de la violence policière face à des citoyens venus commémorer le Printemps berbère. D'autant plus que les auteurs des appels à manifester lancés il y a plus d'une semaine insistaient sur le caractère pacifique de leur initiative.

Militant du MCB, ancien détenu d'Avril 1980, Rachid Aït Ouali nous a fait part de son étonnement et son indignation face au déploiement impressionnant des forces anti-émeutes. «C'est la première fois que les autorités décident d'empêcher et de réprimer une marche du 20 Avril.

C'est du jamais vu depuis 34 ans», s'indignait ce militant venu avec de nombreux autres militants du MCB de la première heure partager un moment de ferveur militante avec la nouvelle génération de jeunes étudiants et citoyens qui entendent poursuivre la revendication jusqu'à satisfaction pleine et entière de toutes les revendications pour le respect des droits culturels, identitaires et politiques (démocratie, citoyenneté, laïcité et droits de l'Homme) énoncées dans leur manifeste par les animateurs du Mouvement culturel berbère durant les années 1980.

En empêchant avec une violence inouïe la marche d'hier, ce sont toutes ces revendications que les donneurs d'ordre à la police d'intervenir, ont empêché de s'exprimer, selon le communiqué signé par un groupe de militants du MCB qui s'étaient réunis la semaine dernière à Béjaïa.

Ces derniers ne sont pas les seuls à faire part de leur indignation et réprobation. Des centaines de photos et de vidéos, postées par des citoyens, montrant des scènes de répression féroce de manifestants ont inondé la toile depuis la nuit d'avant-hier, dimanche, et presqu'en temps réel, c'est-à-dire au moment où les policiers s'adonnaient à leur besogne répressive.

Ces faits ont été fermement condamnés par des organisations et partis politiques, à l'exemple du RCD qui a réagi à travers un communiqué de son bureau régional de Tizi-Ouzou ainsi que par son groupe d'élus à l'APW de Tizi-Ouzou. «La traditionnelle marche de la célébration du 20 Avril qui devait démarrer de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou a été empêchée et violemment réprimée par les forces anti-émeutes.

Fait inédit dans l'histoire de la région lorsqu'on sait que cette manifestation s'est déroulée, depuis 1981, dans la sérénité et la convivialité, perpétuant l'esprit et les valeurs qui fondent le combat identitaire.

Les moyens répressifs déployés contrastent avec l'élan pacifique qui anime les citoyens venus exprimer leur fidélité au message du Printemps amazigh et réitérer leur détermination quant à la réappropriation et l'officialisation de tamazight comme langue, culture et identité.

Ce déferlement de violence commis par les services de sécurité, dont la mission est d'assurer la protection des citoyens et de leurs biens, porte atteinte au symbole d'Avril 1980 et pose légitimement de sérieuses interrogations au lendemain d'une parodie électorale massivement rejetée par le peuple algérien en général et la population locale en particulier.

S'agit-il d'une expédition punitive et de représailles telles que promises par les affidés du pouvoir, d'une reconfiguration qui se met en place au détriment de l'expression citoyenne ou d'un signe d'affolement d'un pouvoir oligarchique contesté et surpris par l'ampleur de la mobilisation du 15 avril dernier lors des marches organisées par notre Rassemblement ?», écrit le RCD dans sa déclaration condamnant «avec la plus grande vigueur l'interdiction de la marche et l'usage injustifié de la répression touchant les manifestants».

Plus surprenante est la réaction de la wilaya de Tizi-Ouzou qui vient de rendre public sur son site officiel, un communiqué, réagissant «à certaines informations faisant état de l'interdiction de la marche à laquelle ont appelé certaines associations, des personnalités politiques et des animateurs du Mouvement culturel berbère», lit-on sur le document.

«Cette supposée interdiction ne pouvait être le fait des autorités de la wilaya qui ont la profonde conviction que les revendications liées à l'histoire, au patrimoine, à la culture, à l'identité nationale et à la langue amazighe doivent être soutenues et accompagnées.

Le musellement de l'expression de telles revendications légitimes relève d'une autre époque, une époque révolue», ajoute le communiqué de la wilaya qui entend, ainsi, dégager la responsabilité des autorités sur l'issue dramatique de la marche à laquelle ont appelé des militants du MCB. «Pour la marche qui était prévue le dimanche 20 avril 2014, à l'occasion de la célébration du Printemps berbère, les services de l'Etat, chargés de l'ordre et soucieux de la sécurité du citoyen, avaient arrêté un dispositif destiné à encadrer et accompagner les marcheurs sur le parcours à emprunter.

Malheureusement, plusieurs itinéraires et points de ralliement ont été différemment proposés par des groupes de marcheurs, qui n'ont pas pu s'entendre sur le choix du parcours à suivre. Les dissensions entre marcheurs ont provoqué hélas la confusion et ont excité les esprits.

Certaines personnes, mues probablement par des intentions inavouées, ont eu des comportements intempestifs, allant jusqu'à jeter des pierres sur des agents de l'ordre public qui avaient la seule mission d'encadrer la marche, de la sécuriser et non de l'empêcher», ajoute encore le communiqué de la wilaya de Tizi-Ouzou qui, tout en déplorant «les incidents survenus et les dégâts enregistrés», tente de justifier la réaction musclée des services de sécurité.

C'est du moins ce que laisse entendre le communiqué de la wilaya et qui, le moins que l'on puisse dire, suscite l'interrogation lancinante sur la partie ou les parties qui ont donné l'ordre aux policiers d'empêcher la marche dans un premier temps et, ensuite, de la réprimer.

Signalons qu'au moment où nous écrivons ces lignes, une marche de protestation a été entamée par des étudiants de l'université de Tizi-Ouzou.

Tout de suite après, les forces anti-émeutes se sont déployées et des heurts ont été enregistrés à hauteur du CHU Nédir, sur le boulevard Lamali Ahmed.

S. A. M.

SIDI-BEL-ABBÈS

Arrivée des deux dépouilles des militaires tués par des terroristes à Tizi-Ouzou

Les familles Taïbi de Sidi-Bel-Abbès et Bouaziz de la localité de Marhoum dans le sud de la wilaya, attendaient hier impatiemment dans une douleur incommensurable les dépouilles de leurs enfants respectivement Sid-Ahmed, âgé de 23 ans, et Mustapha, 25 ans, tués comme 9 de leurs collègues alors que 4 autres ont été gravement blessés dans la nuit de samedi à dimanche dans la région d'Iboudrarène, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, alors qu'ils revenaient d'une mission commandée.

Leur inhumation était prévue aussitôt l'arrivée des dépouilles dans les cimetières de Sidi-Bel-Abbès et Marhoum en présence d'une importante foule déjà présente aux domiciles mortuaires.

Au domicile du défunt Sid-Ahmed, sous-officier, la scène atterrante que nous avons vue est difficile à décrire, sa maman enseignante qui venait de subir une intervention chirurgicale juste avant les élections présidentielles était inconsolable, elle venait de perdre son unique fils dont elle attendait la visite incessamment.

Sid-Ahmed ne viendra jamais, devra se résigner cette maman dont le fils est mort pour sa patrie, tente-t-on de la consoler.

A. M.